



Avis du CESE sur le débat d'orientation budgétaire

L'ensemble des participants tiennent à manifester leur incompréhension et leur vive désapprobation devant l'attitude de l'Etat qui diminue autoritairement les ressources du Département et « en même temps » lui demande une modération des dépenses dont il n'a pas la maîtrise.

Le CESE relève des interrogations liées à la présentation en grandes masses budgétaires non individualisées :

- organisation de la prise en charge des mineurs dans le cadre de l'ASE
- importance du budget routier
- participation aux projets de développement des énergies renouvelables
- équipement des collèges hors travaux de bâtiment

Le CESE souhaite connaître la traduction budgétaire des suites données aux travaux de notre comité :

- élargissement à tout le département du SLIME, tel que mentionné dans notre rapport sur le PDAHLPD
- montant du budget consacré aux démarches participatives et à l'expression citoyenne, et suite réservée aux propositions de notre comité

Plus globalement, les membres du CESE souhaiteraient avoir une connaissance plus fine des masses budgétaires en particulier pour avoir une visibilité sur les dépenses dites « non contraintes ».

Les participants soulignent aussi certains aspects des politiques départementales et font les suggestions suivantes :

- dans le cadre du programme « Manger local », ils proposent de développer une contractualisation entre producteurs et acheteurs publics pour consolider l'approvisionnement des restaurants scolaires tout en fiabilisant et valorisant l'engagement des producteurs.
- dans le cadre de la mise en valeur et de l'attractivité du département :
 - ✓ Favoriser l'interconnexion des réseaux d'approvisionnement en eaux et inciter les communes à des démarches partenariales et solidaires.
 - ✓ Systématiser la création d'aménagements cyclables et piétons sur les nouveaux investissements. Ce point a déjà été mentionné dans notre rapport sur le schéma départemental vélo.
 - ✓ Engager une campagne de prévention et de responsabilisation pour sensibiliser les Audois et les touristes à l'amélioration de la propreté des bords de routes et des cours d'eau.

Enfin, plusieurs représentants d'associations s'inquiètent des coûts de la prise en charge des personnes handicapées ou âgées, qui peut conduire à un « reste à charge » trop important pour les familles, que la personne soit au domicile ou en établissement.

Il est primordial que la solidarité nationale s'exprime pour que soit enfin rétablie l'équité entre tous les citoyens.